President Raul Castro has begun the biggest shake-up of the Soviet-stalwart economy in decades, with plans to eliminate more than a million state jobs by 2015 and expand the private sector to soak up some of the unemployed. Since November more than 170,000 Cubans have bought licenses from the government to open up a business.

High-end restaurants like “El carro haje” have their high on tourists. Julia does a brisk business selling coffee and homemade eclairs at a stand near a driveway. “It’s a good place because we’re across the street from the hospital, she says”. Clients say it’s a new option that’s much more popular than a state-run restaurant down the street.

Economic reforms will be the focus of a communist party congress kicking-off on Saturday, the first one in nearly 14 years.

Castro has to ease concerns about lay-offs in the public sector and encourage alternatives once scorned.

“We need to change the negative perception that so many of us have for this kind of private work, he said”. Ahead of the congress Castro called for Cubans to debate the proposed changes openly.

On street corners you hear comments that might have seemed unthinkable 5 years ago. “I’m not afraid to talk, says one man. For years the government was the only one who didn’t want these changes.

Le président Raoul Castro a commencé la plus grande période de réforme que les pays de l’ancien bloc soviétique a connu depuis des décennies, avec des programmes pour éliminer un million de postes de fonctionnaires d’ici à 2015 et étendre le secteur privé pour absorber une partie des chômeurs. Depuis novembre, plus de 170 000 cubains ont acheté des licences au gouvernement pour ouvrir leur entreprise.

Des restaurants haut-de-gamme attirent de nombreux touristes. Julia gère une affaire florissante en vendant du café et des gâteaux faits maison dans un stand dans une allée. C’est une bonne place car nous sommes en face de l’hôpital, dit-elle. Les clients disent que c’est une nouvelle alternative qui est beaucoup plus populaire qu’un restaurant géré par l’état.

Les réformes économiques seront le principal centre d’intérêt d’un congrès qui ouvrira samedi, le premier en presque 14 ans.

Castro doit faciliter les licenciements du secteur public et encourager les alternatives qui étaient repoussé autrefois.

Nous devons changer les a priori négatifs que beaucoup ont sur ce genre d’emplois privés, dit-il. Avant le Congrès, Castro a appelé les cubains à s’exprimer librement sur les changements proposés.

Aux coins des rues vous entendez des commentaires qui auraient pu paraître inconcevables il y a 5 ans. Je n’ai pas peur de parler, dit un homme. Pendant des années le gouvernement était le seul qui ne voulait pas de ces changements.